

L'ÉNERGIE

LA MISE EN VALEUR DU GISEMENT DE PÉTROLE HIBERNIA

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre à propos de ce que les journaux et la télévision du pays ont dit au sujet du démarrage du projet Hibernia. Il paraît que le gouvernement a promis une aide financière de 2 milliards de dollars et qu'il existe un accord révoltant . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Tobin: . . . par lequel le gouvernement de Terre-Neuve et le Labrador s'engagent à renoncer totalement à percevoir des redevances. Les conservateurs trouvent peut-être amusant que l'on oblige les Terre-Neuviens à renoncer aux redevances sur le pétrole de Hibernia s'ils veulent que ce projet se réalise, mais ceux-ci ne trouvent pas cela drôle.

M. McDermid: Avez-vous vu le texte de l'accord?

M. Tobin: Ils trouvent que c'est à peu près la même chose que ce qui s'est passé à Churchill Falls, et ils ne veulent pas que cela se reproduise.

Mlle MacDonald: C'était un gouvernement libéral.

M. Tobin: Le vice-premier ministre peut-il donner aux députés et, par leur intermédiaire, aux Terre-Neuviens, la garantie que la province de Terre-Neuve ne sera pas obligée de renoncer aux redevances sur le pétrole de Hibernia s'ils veulent que ce projet démarre?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je trouve plutôt étrange que le député critique un accord qu'il n'a pas vu et qui n'a pas encore été ratifié. Je lui signale que le gouvernement fédéral et le gouvernement de Terre-Neuve ont eu des entretiens auxquels ont participé également les représentants du consortium intéressé au financement du projet Hibernia qu'ils veulent voir progresser. Il s'agit d'un projet d'envergure, qui revêt de l'importance pour Terre-Neuve et pour le Canada. J'espère que le ton de la question du député ne signifie pas qu'il s'oppose à la mise en valeur de cette ressource importante pour les Canadiens et surtout pour les Terre-Neuviens.

ON DEMANDE UNE ASSURANCE SUR LE PAIEMENT DE REDEVANCES

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): De crainte qu'il y ait quelque doute concernant cette question, je veux dire au vice-premier ministre, et je suis certain de parler au nom de nombreux Terre-Neuviens, que si le projet découle de l'adoption de mesures désespérées prises par des partis politiques en grande difficulté dans la province de Terre-

Questions orales

Neuve, à savoir forcer la province à renoncer à des redevances afin de faire démarrer ce projet, alors nous n'en voulons pas.

Ce projet est important et il peut être avantageux. Je pose encore une fois la question au vice-premier ministre: peut-il donner à la Chambre et, par l'entremise de celle-ci, aux populations de Terre-Neuve et du Labrador, l'assurance que cette province, qui est la plus pauvre du Canada, ne sera en aucune façon contrainte de renoncer à des redevances à l'égard du champs Hibernia, comme condition préalable au lancement du projet?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada et le gouvernement de Terre-Neuve veulent tous les deux mettre en valeur cette richesse très importante, comme je l'ai déjà mentionné, tant afin d'assurer une réserve énergétique adéquate qu'en raison des immenses avantages qui en découleront. Les négociations se déroulent en consultation très étroite avec le gouvernement de Terre-Neuve et je peux dire au député que toute entente conclue aura obtenu le plein accord du gouvernement de Terre-Neuve.

M. Tobin: Terre-Neuve renoncera-t-elle aux redevances?

● (1440)

M. Mazankowski: La province renoncera-t-elle aux redevances? Monsieur le Président, c'est l'actuel gouvernement qui a signé l'Accord atlantique reconnaissant que les ressources appartiennent à la province. Nous allons être pleinement logiques avec nous-mêmes, ce que l'ancien gouvernement libéral n'a pas fait. C'est là un élément important.

* * *

LA GARDE DES ENFANTS

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT—ON DEMANDE UNE RÉVISION COMPLÈTE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, s'il est présent. Je le vois qui se précipite à sa place. Je ne lui en veux pas de se cacher derrière les tentures.

Des voix: Oh, oh!

Mlle MacDonald: Remarque tout à fait déplacée.

M. Boudria: Êtes-vous allé fumer derrière les tentures?

M. le Président: J'invite la députée à poser sa question.